

*L'Adresse—M. Vankoughnet*

aux prises sont, à mon avis, sans précédent. Elles réclament des solutions à long terme qui auront été mûrement réfléchies et qui exigeront des sacrifices à court terme d'un grand nombre d'entre nous. Il n'y a pas de solutions socialistes simplistes qui vaillent. La survie même de notre pays dépend de la solution heureuse de ces problèmes. Et pour réaliser cette réforme, il faut recourir à la concertation et écarter la confrontation.

Dans le domaine économique, plusieurs questions pressantes réclament une attention immédiate et complète. L'une des plus importantes a trait à l'énergie. La dépendance des Canadiens à l'égard du pétrole importé et le prix qu'eux-mêmes et le gouvernement doivent payer sont le résultat d'une politique dangereuse. Seule une politique canadienne réaliste en ce domaine pourra favoriser la conservation et permettre le financement d'autres sources d'énergie.

Il faut prendre immédiatement des mesures propres à mettre le Canada sur la voie de l'autonomie énergétique. L'inévitable conséquence d'une telle politique est une hausse du prix du pétrole. Nous ne pouvons continuer à poursuivre un rêve où le consommateur canadien est subventionné et protégé de la dure réalité que constitue la hausse rapide des prix de l'OPEP et des coûts de production chez nous. Le gouvernement actuel l'a admis dans le discours du trône. Une promesse de ce genre dicte une augmentation des prix.

La création de systèmes de transport rapide pour les agglomérations urbaines constitue un moyen efficace d'économiser l'énergie. A mesure que le prix de l'essence augmentera, les banlieusards trouveront plus avantageux d'emprunter les transports en commun.

La Société de développement des transports urbains, organisme qui a été créé par le gouvernement de l'Ontario dans le but de promouvoir le transport en commun, se trouve dans ma circonscription. Voilà une initiative qui mérite l'aide et l'appui du gouvernement. Ce serait un crime de laisser périr une telle entreprise uniquement pour voir le gouvernement, dans trois ou quatre ans, se procurer à l'étranger un produit identique qui pourrait fort bien être fabriqué ici, vendu ici et même exporté.

Il faut se pencher sérieusement sur l'avenir énergétique de notre pays, et le plus tôt sera le mieux. Parmi les pays du monde, le Canada occupe une place privilégiée puisqu'il peut réaliser l'indépendance énergétique. Mettons-nous à la tâche.

Le rendement médiocre de notre économie dans son ensemble est source de graves inquiétudes chez les Canadiens. Notre taux de chômage est absolument inacceptable. Avec toutes les ressources naturelles et humaines dont nous disposons, nous ne devrions pas connaître pareils problèmes. Et pourtant ils sont réels et ils persistent depuis bon nombre d'années.

S'il n'y a pas de solutions toutes faites à nos problèmes économiques, il existe cependant des remèdes partiels qui, au dire de nombreux observateurs, contribueraient grandement à soulager nos maux économiques. L'une des mesures les plus élémentaires consiste, pour le gouvernement, à donner l'exemple en regardant le problème en face. Il s'agit simplement de réduire les dépenses publiques par une saine administration. La plupart des économistes et des analystes financiers conviennent que les dépenses gouvernementales sont l'une des principales causes des difficultés économiques actuelles du Canada.

Il m'est difficile de croire le ministre des Finances lorsqu'il nous dit que le gouvernement va réduire ses dépenses. La Chambre a entendu cette promesse trop souvent pour la prendre au sérieux maintenant. Le gouvernement ne peut tout

simplement plus continuer à dépenser aussi follement. Il doit réduire la dette et les dépenses. L'expansion de la Fonction publique doit se faire de façon réaliste. Ces mesures permettraient au gouvernement fédéral d'améliorer sensiblement sa situation financière, ce qui, en retour, contribuerait à relancer notre économie. Le taux d'intérêt est l'un des premiers indicateurs de la situation économique, et il est actuellement trop élevé.

Le temps est venu de prendre des mesures décisives. Le gouvernement fédéral doit démontrer qu'il est prêt à discuter avec les premiers ministres provinciaux d'un fédéralisme renouvelé. Mais ces entretiens devront avoir lieu dans une atmosphère d'accommodement et de conciliation, non de confrontation. Il va sans dire que cette attitude doit être réciproque.

Il est clair que, dans sa forme actuelle, notre système fédéral ne peut répondre aux aspirations légitimes de toutes les régions du pays. Admettre ce fait et tenter de corriger la situation ne revient pas à affirmer que le système fédéral est un échec. C'est simplement reconnaître que ce système, mis sur pied il y a 113 ans, ne répond plus aux besoins d'un pays qui a évolué. Le changement est une condition nécessaire et souhaitable dans toute relation, que ce soit entre les individus ou entre les administrés et leur gouvernement. Cependant, il doit être clair, dès le départ, que ce changement doit s'opérer dans le cadre d'un système fédéral fort. Le premier ministre fédéral (M. Trudeau) et les premiers ministres des provinces pourront et devront jouer serré lorsqu'ils discuteront de changements constitutionnels, mais le plus important, c'est qu'ils discutent du Canada d'aujourd'hui et qu'ils le fassent sans perdre de temps.

● (1750)

La monarchie constitutionnelle est, à mon avis, un des éléments de notre système fédéral actuel qu'il est indispensable de conserver. Toute tentative qui serait faite pour changer ou déprécier cette tradition qui a fait de notre pays celui où il est le plus agréable de vivre, ne fera qu'aggraver les divisions que certains croient voir dans notre pays. Il est regrettable que dans cette terre promise qui n'a pas son égal, nous ne considérions pas les problèmes tels qu'ils se présentent à nous, mais comme les gens veulent bien les aborder. La monarchie est trop profondément enracinée dans notre culture et dans notre histoire pour pouvoir en être dissociée. Ce n'est pas l'aspect culturel qui m'inquiète, mais la menace de petits rusés qui veulent renverser l'ordre politique établi et le refaire selon leurs désirs. Nos ancêtres ont posé les jalons d'une grande nation—la plus grande de la terre. Pourquoi les Canadiens ont-ils tellement de mal à voir la chance et les possibilités qui leur sont données de faire de leur pays une grande nation au cœur de ce monde troublé?

Madame le Président, ce sont là uniquement quelques-unes des questions urgentes auxquelles les Canadiens et le gouvernement doivent s'attaquer. N'est-il pas ironique qu'à l'aube de cette nouvelle décennie les défis de l'avenir soient rendus encore plus difficiles par les échecs du passé? Il est tout aussi ironique mais non moins mérité que le gouvernement, qui est à l'origine d'un si grand nombre de ces problèmes, soit précisément celui auquel on demande maintenant de les résoudre.

Aujourd'hui alors que nous affrontons notre plus sérieux défi depuis l'avènement de la Confédération, le moment est venu de mobiliser toutes ces ressources. Nous devons faire